



Résolutions thématiques adoptées

RESOLUTION SUR LE CRISE SOCIOPOLITIQUE ET SECURITAIRE AU NORD- OUEST ET SUD-OUEST DU CAMEROUN

TRES : 003/7/2020

Nous, les participants du Forum sur la participation des ONG à la 66ème Session ordinaire de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP), nous avons tenu virtuellement sous la forme d'un Zoom Webinar du 9 au 10 juillet 2020 en raison de l'actuelle pandémie mondiale de coronavirus (COVID19) sur le thème «L'impact du COVID19 sur les droits de l'homme et la gouvernance en Afrique» a adopté les résolutions thématiques suivantes à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples pour examen lors de sa 66e session ordinaire qui se tiendra pratiquement du 13 Juillet-7 août 2020.

Considérant que la République du Cameroun est un des Etats signataires de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples ;

Considérant l'article 1 de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples qui stipule que « Les Etats, parties à la présente Charte, reconnaissent les droits, devoirs et libertés énoncés dans cette Charte et s'engagent à adopter des mesures législatives ou autres pour les appliquer » ;

Rappelant et Réaffirmant les Résolutions ACHPR/Rés. 395 (LXII) 18et ACHPR/Rés.405 (LXIII) 2018 sur la situation des droits de l'homme et la poursuite des violations des droits de l'homme en République du Cameroun ;

Réaffirmant le communiqué de presse de la Commission Africaine des Droits de l'Homme du 06 mars 2019 appelant le gouvernement camerounais à respecter les principes et directives de la Commission sur le droit à un procès équitable, évitant ainsi le jugement des civils devant les tribunaux militaires ;

Profondément préoccupée par les violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme dans les régions de l'extrême nord, du Nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun qui continue d'engendrer une prolifération des groupes armés, un flux massif de réfugiés et de déplacés internes et un accroissement des cas d'abus sexuels sur les femmes et jeunes filles mineures ;

Profondément préoccupée par les assassinats, meurtres, disparitions forcées, exécutions sommaires et extrajudiciaires des civils, des agents de sécurité, des autorités administratives et religieuses, des journalistes, des Défenseurs des Droits Humains dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, y compris la destruction des villages et des moyens de subsistance ;

Considérant les ramifications des différentes crises au Cameroun sur la sécurité de la sous-région avec des conséquences économiques et humanitaires sur les pays voisins ;

Vivement préoccupée du climat sociopolitique tendu, résultante de la dernière crise postélectorale du 07 octobre 2018 et les restrictions récurrentes de l'espace civique et de la surveillance en ligne accentuée en ces temps de Covid-19;

Gardant à l'esprit l'article 58 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples qui stipule que « Lorsqu'il apparaît à la suite d'une délibération de la Commission qu'une ou plusieurs communications relatent des situations particulières qui semblent révéler l'existence d'un ensemble de violations graves ou massives des droits de l'homme et des peuples, la Commission attire l'attention de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement sur ces situations » ;

Rappelant la stratégie de l'Union Africaine réunie les 9 et 10 février 2020 à Addis Abeba visant à « Faire taire les armes d'ici à 2020 en Afrique » ;

Rappelant l'appel du 22 juin 2020 visant à « arrêter les combats et permettre une meilleure prise en charge de la pandémie de coronavirus » par les lauréats du prix Nobel de la paix, des intellectuels et des organisations internationales non gouvernementales au Gouvernement de la République du Cameroun et aux séparatistes ;

Prenant acte du Tweet du 03 juillet 2020 du leader séparatiste Sisiku Ayuk TUBE (en prison au Cameroun) informant l'ouverture des négociations pour un cessez-le-feu avec le gouvernement camerounais ;

Prenant acte du Communiqué de presse du Gouvernement rendu public le 06 juillet 2020 par M. René Emmanuel SADI, Ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement sur lesdites négociations ;

Notant la volonté de toutes les parties prenantes à trouver des solutions durables pour un cessez-le-feu en ces temps de Covid-19 dans les régions du Nord-ouest et Sud-Ouest ;

Le Forum des ONGs, recommande à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples:

D'appeler le gouvernement camerounais à cesser d'utiliser la Loi N° 2014/028 du 23 décembre 2014 portant « Répression des actes de *terrorisme* » pour justifier les arrestations et les détentions arbitraires ainsi que les condamnations à des peines lourdes des Défenseurs, journalistes et autres activistes dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest du Cameroun ;

1. De condamner la poursuite des violations massives et récurrentes des droits de l'homme dans le pays et en particulier dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest, qui ont des conséquences économiques, et psychosociales sur les populations spécialement en ce temps de Covid-19 ;
2. De réitérer sa demande de libération sans condition et immédiate avec l'abandon des charges des activistes et manifestants arrêtés dans le Nord-Ouest et Sud-Ouest ainsi que les 15 militants du parti d'opposition MRC (Mouvement pour la Renaissance du Cameroun), incluant leur Vice-président Mamadou MOTA ;
3. De continuer à attirer l'attention de l'Union Africaine sur les graves cas de violations des droits de l'homme au Cameroun et lui recommande d'exhorter le gouvernement camerounais à accepter la mise en place d'une commission d'enquête et d'établissement des faits inclusive concernant la situation des droits de l'homme dans le pays ;

4. De saisir l'opportunité de la Pandémie Covid-19 pour amener les deux parties en conflit à accepter la signature d'un cessez-le-feu, processus qui devrait se tenir en dehors du Cameroun avec la collaboration de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, des personnalités et des organisations de la société civile;
5. De mettre en place des mécanismes de paix et réconciliation en s'attaquant aux causes historiques en matière de Droits de l'Homme y compris la discrimination systémique à l'encontre de la minorité anglophone pour une cohésion sociale.

Zoom – 10 juillet, 2020

RESOLUTION ON THE SOCIO-POLITICAL AND SECURITY CRISIS IN NORTH-WEST AND SOUTH-WEST CAMEROON

TRES: 003/7/2020

We, the participants of the Forum on the Participation of NGOs in the 66th Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR) held virtually in the form of a Zoom Webinar from 9-10 July, 2020 due to the current global Coronavirus (COVID19) pandemic on the theme '**the impact of COVID19 on human rights and governance in Africa**' adopted the following resolution to the African Commission on Human and Peoples' Rights for consideration during its 66th Ordinary Session to be held virtually from 13 July-7 August, 2020.

Considering that the Republic of Cameroon is one of the signatory States of the African Charter on Human and Peoples' Rights;

Considering Article 1 of the African Charter on Human and Peoples' Rights which stipulates that "States Parties to this Charter shall recognize the rights, duties and freedoms set forth in this Charter and shall take legislative or other measures to implement them";

Recalling and Reaffirming Resolutions ACHPR/Res.395 (LXII) 18 and ACHPR/Res.405 (LXIII) 2018 on the situation of human rights and the continuation of human rights violations in the Republic of Cameroon ;

Reaffirming the press release of the African Commission on Human Rights of 06 March 2019 calling on the Government of Cameroon to respect the principles and guidelines of the Commission on the right to a fair trial, thus

avoiding the trial of civilians before military courts;

Deeply concerned by the flagrant and systematic violations of human rights in the extreme north, north-west and south-west regions of Cameroon which continue to generate a proliferation of armed groups, a massive flow of refugees and internally displaced persons and an increase in cases of sexual abuse of under-age women and girls;

Deeply concerned by the killings, murders, enforced disappearances, summary and extrajudicial executions of civilians, security agents, administrative and religious authorities, journalists and human rights defenders in the North-West and South-West regions, including the destruction of villages and livelihoods ;
Considering the ramifications of the various crises in Cameroon on the security of the sub-region with economic and humanitarian consequences on neighbouring countries;

Deeply concerned about the tense socio-political climate resulting from the latest post-electoral crisis of 7 October 2018 and the recurrent restrictions on civic space and online surveillance accentuated in these times of Covid19 ;

Bearing in mind Article 58 of the African Charter on Human and Peoples' Rights which stipulates that "Where it appears from the deliberations of the Commission that one or more communications relate to particular situations which appear to reveal the existence of a consistent pattern of serious or massive violations of human and peoples' rights, the Commission shall draw the attention of the Assembly of Heads of State and Government to such situations";

Recalling the strategy of the African Union meeting held on 9 and 10 February 2020 in Addis Ababa aimed at "Silencing arms by 2020 in Africa";

Recalling the appeal of 22 June 2020 aimed at "stopping the fighting and allowing better management of the Coronavirus pandemic" by Nobel Peace Prize laureates, intellectuals and international non-governmental organizations to the Government of the Republic of Cameroon and the separatists;

Taking note of the Tweet of 03 July 2020 from the separatist leader Sisiku Ayuk TABE (in prison in Cameroon) informing the opening of negotiations for a ceasefire with the Government of Cameroon;

Taking note of the Government Press Release issued on 06 July 2020 by Mr. René Emmanuel SADI, Minister of Communication and Government Spokesperson on the said negotiations;

Noting the willingness of all stakeholders to find lasting solutions for a ceasefire in these times of Covid-19 in the North-West and South-West regions;

The NGO Forum calls on the African Commission on Human and Peoples' Rights to:

1. call on the Government of Cameroon to stop using Law No. 2014/028 of 23 December 2014 on "Repression of Acts of Terrorism" to justify arbitrary arrests and detentions as well as heavy sentences of Defenders, journalists and other activists in the North-West and South-West regions of Cameroon ;
2. condemn the continuation of massive and recurrent human rights violations in the country and in particular in the North-West and South-West regions, which have economic and psycho-social consequences on the population, especially in this time of Covid19 ;
3. reiterate its demand for the unconditional and immediate release of the activists and demonstrators arrested in the North-West and South-West as well as the 15 activists of the opposition party MRC (Movement for the Renaissance of Cameroon), including their Vice-President Mamadou MOTA;
4. continue to draw the attention of the African Union to the serious cases of human rights violations in Cameroon and recommends that it urge the Government of Cameroon to accept the establishment of an inclusive commission of inquiry and fact-finding regarding the human rights situation in the country ;
5. seize the opportunity of the Covid-19 Pandemic to bring the two parties in conflict to accept the signing of a ceasefire, a process which should be held outside Cameroon with the collaboration of the African Commission on Human and Peoples' Rights, personalities and civil society organizations;

6. put in place mechanisms for peace and reconciliation by addressing historical human rights causes including systemic discrimination against the English-speaking minority for social cohesion.

Zoom – 10 July, 2020



Résolutions thématiques adoptées

RESOLUTION SUR LE PROCESSUS PRE-ELECTORAL ET LES VIOLATIONS DES LIBERTES FONDAMENTALES EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

TRES : 002/7/2020

Nous, les participants du Forum sur la participation des ONG à la 66ème Session ordinaire de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP), nous avons tenu virtuellement sous la forme d'un Zoom Webinar du 9 au 10 juillet 2020 en raison de l'actuelle pandémie mondiale de coronavirus (COVID19) sur le thème «L'impact du COVID19 sur les droits de l'homme et la gouvernance en Afrique» a adopté les résolutions thématiques suivantes à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples pour examen lors de sa 66e session ordinaire qui se tiendra pratiquement du 13 Juillet-7 août 2020.

Considérant les dispositions de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) notamment en son article 13 (1) et de la Charte Africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance en Afrique ;

Considérant la résolution 272 de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples sur les élections en Afrique en 2014 ;

Considérant la Constitution de la République Centrafricaine du 13 décembre 2015 ;

Considérant la crise sanitaire Covid-19 qui sévit depuis mars 2020 ;

Préoccupé par la tentative de modification de la constitution par les partis de la majorité présidentielle pour proroger le mandat du président TOUADERA sous prétexte de Covid-19 ;

Saluant la décision de la Cour constitutionnelle qui a rejeté ce projet de loi ;

Le forum des ONGS demande à la Commission Africaine d'appeler le gouvernement de République Centrafricaine à :

prendre les mesures qui s'imposent et donner mandat à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) et aux organisations de la société civile nationales, régionales et internationales pour observer, surveiller, documenter, rapporter les violations des droits humains pendant l'élection présidentielle de décembre 2020;

Assurer la liberté de presse, d'expression, de manifestation et d'accès à la connexion internet garanti par les dispositions de la CADHP/Rés.362 (LIX) 2016, afin de s'assurer d'une élection présidentielle libre et équitable en conformité avec la constitution de la RCA ;

Ratifier et mettre en œuvre les dispositions des instruments juridiques régionaux et internationaux relatifs aux Droits Humains ; en particulier la CADEG ;

Assurer l'indépendance et renforcer les capacités opérationnelles, matérielles et financières de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) pour l'organisation d'une élection transparente et crédible ;

Assurer la décrispation du climat sociopolitique en amnistiant les membres des groupes rebelles qui se sont impliqués dans le processus de paix en RCA.

Zoom – 10 juillet 2020

RESOLUTION ON THE PRE-ELECTORAL PROCESS AND VIOLATIONS OF FUNDAMENTAL FREEDOMS IN THE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

TRES : 002/7/2020

We, the participants of the Forum on the Participation of NGOs in the 66th Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR) held virtually in the form of a Zoom Webinar from 9-10 July, 2020 due to the current global Coronavirus (COVID19) pandemic on the theme '**the impact of COVID19 on human rights and governance in Africa**' adopted the following resolution to the African Commission on Human and Peoples' Rights for consideration during its 66th Ordinary Session to be held virtually from 13 July-7 August, 2020.

Considering the provisions of the African Charter on Human and Peoples' Rights (ACHPR) in particular Article 13 (1) and the African Charter on Democracy, Elections and Governance in Africa;

Considering Resolution 272 of the African Commission on Human and Peoples' Rights on elections in Africa in 2014;

Considering the Constitution of the Central African Republic of 13 December 2015;

Considering the Covid-19 health crisis that has been raging since March 2020;

Concerned by the attempt to amend the Constitution by the parties of the presidential majority to extend the mandate of President TOUADERA under the pretext of Covid-19;

Welcoming the decision of the Constitutional Court which rejected this bill;

The NGO Forum calls on the African Commission to call on the Government of the Central African Republic to:

1. Take the necessary measures and mandate the African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR) and national, regional and international civil society organizations to observe, monitor, document and report human rights violations during the presidential election of December 2020;
2. Ensure freedom of press, expression, demonstration and access to internet

connection guaranteed by the provisions of ACHPR/Res.362 (LIX) 2016, in order to ensure a free and fair presidential election in accordance with the CAR constitution;

3. Ratify and implement the provisions of regional and international legal instruments relating to Human Rights; in particular the ACHPR;

4. Ensure the independence and strengthen the operational, material and financial capacities of the Independent National Electoral Commission (CENI) for the organization of a transparent and credible election;

5. Ensure the relaxation of the socio-political climate by granting amnesty to the members of the rebel groups involved in the peace process in CAR.

Zoom – 10th July, 2020

